



Les mensonges de Reporters sans frontières sur le Venezuela

Par [Salim Lamrani](#)

Mondialisation.ca, 21 juin 2009

21 juin 2009

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Le 29 mai 2009, Reporters sans frontières a publié une lettre ouverte destinée au président vénézuélien Hugo Chávez dans laquelle l'association dénonce « *une véritable charge du pouvoir et de l'administration* » contre *Globovisión*, « *une chaîne privée d'information* ». Selon l'organisation parisienne, *Globovisión* « *fait l'objet d'une procédure administrative pouvant mener à sa suspension d'antenne pour une durée de soixante-douze heures* » pour avoir « *relayé l'information [du séisme du 4 mai 2009] en se référant aux données de l'Institut géologique des Etats-Unis¹* ».

Les autorités vénézuéliennes reprochent à la chaîne « *d'avoir enfreint l'article 29 de la Loi de responsabilité sociale en radio et télévision (Loi Resorte) sanctionnant les médias qui 'promeuvent, font l'apologie ou incitent à la guerre ; promeuvent, font l'apologie ou incitent aux altérations de l'ordre public* ». RSF questionne : « *En quoi une information donnée sur un tremblement de terre, pour imparfaite qu'elle puisse être, cadre-t-elle avec la définition de l'infraction² ?* ».

Présentée de cette manière, l'affaire a de quoi surprendre l'opinion publique internationale. Mais contrairement à ce qu'affirme RSF, la réalité est autre et soigneusement éludée par l'entité française de « *défense de la liberté de la presse* ».

***Globovisión* contre la démocratie**

Depuis 1998, *Globovisión* n'a eu de cesse de s'opposer au gouvernement démocratique d'Hugo Chávez. En avril 2002, la chaîne de télévision avait activement participé au coup d'Etat de Pedro Carmona Estanga. Dans n'importe quel pays du monde, *Globovisión* aurait été fermée et ses dirigeants condamnés à de lourdes peines de prison. Mais le Tribunal suprême, contrôlé par l'opposition à l'époque, avait refusé de reconnaître la réalité du putsch et s'était contenté de prononcer une « *vacance de pouvoir* » pour expliquer le coup de force.

Par la suite, la chaîne a multiplié les appels à l'insurrection³. En mai 2007, *Globovisión* s'est même rendue coupable d'incitation à l'assassinat du président Chávez en manipulant des images et en lançant des messages subliminaux. Lors de la diffusion du programme *Aló, Ciudadano*, où une interview de Marcel Granier, directeur de la chaîne *RCTV*, critiquant fortement Chávez était diffusée, la chaîne a montré simultanément les images de l'attentat contre le Pape Jean-Paul II survenu en mai 1981. *Globovisión* n'avait pas su expliquer pourquoi elle avait diffusé des images de l'attentat dans un programme traitant du non renouvellement de la concession de *RCTV*⁴. Plusieurs experts en sémiotique avait été

catégoriques à ce sujet : « *On incite à l'assassinat du Président*⁵ ». En France, de tels agissements auraient conduit les journalistes de la chaîne ainsi que leurs dirigeants derrière les barreaux.

Les journalistes de *Globovisión* ainsi que les présentateurs de la chaîne ont également multiplié les expressions diffamatoires à l'égard du gouvernement en utilisant les termes « *dictature* » et « *tyrannie* », afin de justifier les appels à la désobéissance civile et les actes de violence. De telles expressions sont inimaginables en Occident⁶.

L'affaire du séisme

Le 4 mai 2009, une secousse sismique a frappé l'état de Miranda à 4 heures 40 du matin, suivie de trois répliques (4h50, 6h23 et 6h24), sans faire de dégâts humains. A 5h25, le ministre de l'Intérieur et de la Justice Tarek El Aissami a indiqué que le tremblement de terre avait été ressenti à plusieurs endroits. « *Nous recevons actuellement des rapports sur les dégâts. Nous sommes en train de déterminer l'épicentre et la magnitude à travers la Funvisis (Fondation vénézuélienne de recherche sismologique). Nous voulons informer que pour l'instant nous n'avons aucun rapport de dommages matériels ou humains. Nous souhaitons lancer un appel au calme. Nous avons ordonné immédiatement un déploiement de patrouilles afin de protéger les personnes qui ont quitté leur demeure* », a-t-il déclaré⁷. A 5h44, El Aissami a rendu public un second rapport informant qu'il s'était entretenu avec le président ainsi que le vice président Ramón Carrizález, soulignant par la même occasion que Chávez avait ordonné le déploiement de la Garde nationale bolivarienne afin d'assurer la sécurité des citoyens⁷.

De son côté, Francisco Garcés, président de Funvisis, a informé à 5h40 que deux secousses avaient frappé la capitale Caracas ainsi que la zone métropolitaine et a demandé aux médias de lancer des appels au calme à la population. A 6h05, le ministre des Travaux publics et du Logement, Diosdado Cabello, a indiqué que le métro, le chemin de fer et l'aéroport fonctionnaient parfaitement. Hector Navarro, ministre de l'Education, a également souligné que les écoles et les universités n'avaient pas été touchées par le séisme et qu'elles restaient ouvertes. Jesús Mantilla, ministre de la Santé, a fait part du fonctionnement normal des centres hospitaliers du pays. A 6h47, la ministre des Télécommunications et de l'Informatique Socorro Hernández a informé la population que le réseau de télécommunications n'avait pas été affecté. Alejandro Hitcher, président de Hidrocapital, a expliqué pour sa part que le système des aqueducs fonctionnait normalement. A 7h, Blanca Ekhout, ministre de la Communication et de l'Information, a signalé que l'ensemble des organismes de l'Etat était entré en état d'alerte dès la première secousse. Jacqueline Faría, chef du gouvernement du District de la capitale, ainsi que Rafael Ramírez, ministre de l'Energie et du Pétrole, ont tenu la population informée dans leurs attributions respectives⁸.

Cependant, à 5h20 du matin, soit à peine 40 minutes après la première secousse sismique, le directeur de *Globovisión* Alberto Federico Ravell, s'est empressé d'intervenir personnellement en direct sur sa chaîne pour – après avoir fourni une information erronée sur l'épicentre du séisme se basant sur des informations en provenance... des Etats-Unis – s'en prendre directement au gouvernement et l'accuser d'incurie tout en transmettant un message de peur et d'angoisse. « *Nous sommes très inquiets, nous n'avons trouvé personne, nous n'avons trouvé aucune autorité susceptible de nous informer de manière précise et exacte [...]. Nous sommes dans l'attente d'une information précise et véridique de la part de nos autorités car nous n'avons personne à qui nous adresser. Nous avons appelé*

Funvisis mais on a été coupé, nous n'avons pas pu entrer en contact avec les pompiers. Le maire [Gerardo] Blay n'indique pas s'il y a des dégâts dans sa région⁹ ».

A ce moment de la conversation, le présentateur de *Globovisión* a interrompu son directeur pour lui rappeler une réalité. « *Directeur, nous venons d'avoir **une nouvelle fois** au téléphone le président de Funvisis qui nous informe qu'il se trouve en voiture et que c'est la raison pour laquelle il lui a été impossible de nous fournir des informations. Cependant, il a affirmé que dès qu'il arrivera à destination, il nous informera en direct à la télévision pour nous fournir une meilleure information¹⁰ ».*

Loin d'entendre l'appel à la raison, Ravell en profita pour stigmatiser de nouveau les autorités : « *Les médias officiels qui font tant de propagande devraient être en train d'informer les citoyens en ce moment, sans que nous ayons à recourir aux services météorologiques des Etats-Unis pour informer les gens qu'à Caracas il y a eu un tremblement de terre¹¹ ».*

Tarek el Assaïmi a dénoncé « *l'attitude mesquine et l'utilisation irresponsable d'un moyen de communication* ». Ravel, au lieu de transmettre un message de tranquillité, a instrumentalisé une catastrophe naturelle pour des fins politiques et « *semer la crainte au sein de la population* », selon Cabello, ministre des travaux Publics¹². Que se passerait-il en France si le directeur de la chaîne privée TF1 avait attaqué le gouvernement de Nicolas Sarkozy, avec la même virulence, quarante minutes après le début des inondations survenues en 2008, l'accusant d'abandonner les victimes à leur sort ?

La désinformation de RSF

RSF a bien évidemment soigneusement censuré cette réalité et tente de faire passer une grave atteinte à la déontologie journalistique et un sérieux manquement à la responsabilité des médias pour une violation de la liberté de la presse. En référence au coup d'Etat de 2002, l'organisation parisienne reconnaît qu'« *une procédure judiciaire, assortie d'un débat contradictoire, sur l'attitude de certains médias privés au cours de ces événements n'était pas sans fondement à l'époque* » mais feint d'ignorer les agissements continuels et illégaux de *Globovisión* en s'interrogeant : « *Sur quel contenu repose désormais l'accusation, plus de sept ans après les faits¹³ ?* ».

Enfin, RSF affirme que « *Globovisión est le seul média télévisuel du réseau à émettre une voix nettement critique envers votre gouvernement. [...] Dans d'autres pays d'Amérique latine, où vos homologues ont été durement confrontés à des médias hostiles ou considérés comme tels, jamais la réplique de l'État n'a pris une tournure aussi extrême. Jamais n'a eu lieu la subordination de la quasi-totalité du secteur télévisuel à la seule voix dirigeante* ». Ici, le mensonge est triple : l'entité du président Robert Ménard tente de faire croire que les agissements de *Globovisión* sont monnaie courante en Amérique latine, que le gouvernement Chávez s'en prend à la chaîne en raison des critiques émises à son encontre et que les autres médias télévisuels du pays sont à la solde du leader bolivarien¹⁴.

Encore une fois, il est aisé d'infirmer les propos de RSF. D'une part, aucun média latino-américain n'a appelé au renversement du président élu tel que l'a fait *Globovisión*. Par

ailleurs, il suffit de regarder les chaînes de télévision privées qui occupent plus de 80% de l'espace médiatique du pays pour se rendre compte que la critique à l'encontre des autorités y est acerbe et constante. Enfin, tout analyste sérieux sait pertinemment qu'aucun pays du continent américain ne peut se targuer de disposer d'une liberté d'expression et de la presse similaire à celle qui règne au Venezuela. Ainsi, pour RSF, les médias doivent inciter à l'insurrection et au renversement de l'ordre établi comme le fait *Globovisión* pour ne pas être considérés comme étant à la botte du pouvoir.

Depuis l'élection d'Hugo Chávez à la présidence de la République bolivarienne du Venezuela, RSF a pris fait et cause pour l'opposition antidémocratique et putschiste et n'a eu de cesse de défendre ses intérêts au niveau international. Ainsi, lors du coup d'Etat du 11 avril 2002, RSF s'était bien gardée de dénoncer le rôle principal joué par les médias privés opposés au président démocratiquement élu. Pis encore, le 12 avril 2002, RSF avait publié un article reprenant sans aucune réserve la version des putschistes et avait essayé de convaincre l'opinion publique internationale que Chávez avait démissionné :

« *Reclus dans le palais présidentiel, Hugo Chávez a signé sa démission dans la nuit, sous la pression de l'armée. Il a ensuite été conduit au fort de Tiuna, la principale base militaire de Caracas, où il est détenu. Immédiatement après, Pedro Carmona, le président de Fedecámaras, a annoncé qu'il dirigerait un nouveau gouvernement de transition. Il a affirmé que son nom faisait l'objet d'un « consensus » de la société civile vénézuélienne et du commandement des forces armées*¹⁵ ».

RSF n'est pas une organisation de défense de la liberté de la presse mais une sombre entité à l'agenda politique bien précis chargée de discréditer par tous les moyens possibles les gouvernements progressistes à travers le monde et qui se trouvent sur la liste noire des Etats-Unis. Rien d'étonnant quand on sait que Washington finance substantiellement l'organisation par le biais de la *National Endowment for Democracy*, une officine écran de la CIA selon le *New York Times*¹⁶.

Notes

1 *Reporters sans frontières*, « Acharnement gouvernemental contre la chaîne *Globovisión* : lettre ouverte au Président Hugo Chávez », 29 mai 2009. http://www.rsf.org/article.php3?id_article=31466 (site consulté le 2 juin 2009).

2 *Ibid.*

3 *Agencia Bolivaria de Noticias*, « Periodistas coinciden en que *Globovisión* es promotor de protestas de oposición », 29 mai 2007.

4 *Agencia Bolivaria de Noticias*, « Ministro Lara denunció que medios de oposición incitan a magnicidio », 27 mai 2007.

5 *Agencia Bolivaria de Noticias*, « CNN miente sobre Venezuela y *Globovisión* incita a magnicidio », 28 mai 2007.

6 *Agencia Bolivaria de Noticias*, « *Globovisión* continúa con la instigación a la desestabilización », 29 mai 2007.

7 Luigino Bracci Roa, « Fuerte temblor sacudió región central del país esta madrugada sin causar daños », *Yvke Mundial*, 4 mai 2009.

<http://www.radiomundial.com.ve/yvke/noticia.php?23910> (site consulté le 15 juin 2009).

8 *Ibid.*

9 *Globovisión*, « ¿Quién sintió el temblor primero? ¿Los chavistas o los opositores? », 4 mai 2009. <http://www.youtube.com/watch?v=TwC0pLR-ajQ> (site consulté le 15 juin 2009).

10 *Ibid.*

11 *Ibid.*

12 *Ibid.*

13 *Reporters sans frontières*, « Acharnement gouvernemental contre la chaîne Globovisión : lettre ouverte au Président Hugo Chávez », *op. cit.*

14 *Ibid.*

15 *Reporters sans frontières*, « Un journaliste a été tué, trois autres ont été blessés et cinq chaînes de télévision brièvement suspendues », 12 avril 2002. www.rsf.org/article.php3?id_article=1109 (site consulté le 13 novembre 2006).

16 Salim Lamrani, *Cuba. Ce que les médias ne vous diront jamais* (Paris : Editions Estrella, 2009).

Salim Lamrani est enseignant chargé de cours à l'Université Paris-Descartes et l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Il a publié, entre autres, Double Morale. Cuba, l'Union européenne et les droits de l'homme (Paris : Editions Estrella, 2008). Son nouvel ouvrage s'intitule Cuba. Ce que les médias ne vous diront jamais (Paris : Editions Estrella, 2009) et comporte un prologue de Nelson Mandela.

Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; salim.lamrani@parisdescartes.fr

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Salim Lamrani](#), Mondialisation.ca, 2009

Articles Par : [Salim Lamrani](#)

A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Contact :

lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook :
<https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca